



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRI NEGOCE

Impasse des Jasnières
72340 La Chartre-Sur-Le-Loir

Références : VAT 2025 0125
Code AIOT : 0010003945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement AGRI NEGOCE implanté 49, rue de Touraine 41190 Herbault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRI NEGOCE
- 49, rue de Touraine 41190 Herbault
- Code AIOT : 0010003945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRI NEGOCE exploite sur son site de Herbault des installations classées pour la

protection de l'environnement, soumises à autorisation pour la rubrique 2160 notamment.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques_PdC5_VI_08-12-2022	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Maintien du silo A_PdC1_VI_08-12-2022	Arrêté Préfectoral du 30/03/2001, article 3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Demande d'action corrective	2 mois
14	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Demande d'action corrective	2 mois
17	Mesures organisationnelles	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
18	Mise en marche des séchoirs	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
20	Equipements de sécurité	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.6	/	Demande d'action corrective	2 mois
24	Nettoyage des silos	AP Complémentaire du 19/11/2007, article 3.14	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion des situations d'urgence_PdC 8_VI-08-12-2022	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Susceptible de suites	Sans objet
4	Mise à jour de l'Etude De Dangers (EDD)	AP Complémentaire du 16/05/2019, article 2	/	Sans objet
5	Mesures de protection	AP Complémentaire du 16/05/2019, article 3	/	Sans objet
6	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
8	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
9	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
10	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Sans objet
11	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	/	Sans objet
13	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
16	Fonctionnement Séchoir	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.2	/	Sans objet
19	Dispositifs de sécurité_Séchoirs	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.5	/	Sans objet
21	Fonctionnement brûleurs	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.7	/	Sans objet
22	Alimentation grain	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23	Gestion des points chauds_Séchoirs	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques_PdC5_VI_08-12-2022

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) ; - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat du 8 décembre 2022 :

Les écarts observés par DEKRA et notifiés à l'exploitant au travers des rapports référencés n°126862982101R004 et n°126862982101R001, ne sont pas levés.

Les rapports Q18 DEKRA du 10/12/2021 n°126862982101D001 et n°126862982101D003 concluent que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Dans ce contexte, la non-conformité associée au Point de Contrôle n°5 suivante a été formulée à la suite de l'inspection du 8 décembre 2022 : **Aucune mesure n'a été adoptée pour lever les écarts observés par l'organisme de contrôle, suite à la vérification du 10/12/2021 des installations électriques.**

En réponse au constat rappelé ci-avant, par courrier du 21 mars 2023, l'exploitant a déclaré :

- avoir sollicité son prestataire pour obtenir le devis afin de lever les non-conformités électriques,
- dans le rapport qu'il a reçu, il manquait des observations à corriger. À ce titre, il a relancé son prestataire pour obtenir un chiffrage complet et a reçu le devis du 17 mars 2023 joint à son courrier du 21 mars 2021.

Il a également déclaré que la commande en lien avec le devis précité était en cours de rédaction.

Enfin, il s'est engagé à adresser à l'inspection, par courriel, la preuve de levée des non-conformités.

Ces éléments n'ont pas été communiqués à l'inspection.

Constat du 14 mars 2025 :

En l'absence de transmission des justificatifs permettant de lever les écarts observés par DEKRA et notifiés à l'exploitant au travers des rapports référencés n°126862982101D001 et n°126862982101D003,

au titre de l'année 2021, l'exploitant a présenté les rapports référencés n°126862982301R001, n°126862982301R002 et n°126862982301R003 relatifs à la vérification des installations électriques réalisée au titre de l'année 2024, par DEKRA.

Ces documents, annotés pour enregistrer les dates des interventions réalisées en interne et par la société INEO, constituent le suivi formalisé mis en place par l'exploitant afin de justifier de la levée des écarts notifiés par DEKRA dans le cadre de la vérification des installations électriques de son site de Herbault. Suivant les annotations précitées, l'ensemble des anomalies présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion notifiés par DEKRA en 2024 a été traité en janvier 2024 et le 4 juin 2024.

L'exploitant a également présenté les rapports référencés n°126862982401R004 et n°126862982401R001 relatifs respectivement à la vérification réalisée par DEKRA, du 25 au 29 novembre 2024, au titre de la réglementation applicable aux installations classées sous la rubrique 2160 et le Q18. Les écarts observés par DEKRA et notifiés à l'exploitant au travers des rapports précités ne sont pas levés. À noter, le rapport DEKRA Q18 du 3 mars 2025 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Un devis référencé : ACN7LB001029, établi le 10 mars 2025 par la société INEO, fait état des mesures envisagées pour lever certains des écarts précités. Cette proposition concerne les remises en conformité électriques pour donner suite aux rapports de DEKRA n°1268629824001, n°1268629824002 et n°1268629824003, sans toutefois traiter l'ensemble des écarts visés par le rapport référencé n°126862982401R004.

La visite in-situ a permis de constater un défaut d'étanchéité au niveau d'une entrée de câble

<p>d'alimentation électrique au RDC du silo F.</p> <p>Dans ce contexte, la non-conformité associée au PdC n°5 de l'inspection du 8 décembre 2022 est reconduite, avec le libellé suivant : Le rapport Q18 DEKRA du 3 mars 2025 n°126862982401R001 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Les écarts observés par DEKRA et notifiés à l'exploitant au travers des rapports DEKRA n°1268629824001, n°1268629824002, n°1268629824003 et n°126862982401R004 ne sont pas levés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Gestion des situations d'urgence_PdC8_VI-08-12-2022

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

Constats :

Constat du 8 décembre 2022 :

La non-conformité associée au Point de Contrôle n°8 suivante a été formulée à la suite de l'inspection du 8 décembre 2022 : L'exploitant ne fait pas vérifier périodiquement les colonnes sèches du site.

En réponse au constat rappelé ci-avant, par courrier du 21 mars 2023, l'exploitant a déclaré : « Nous avons relancé à plusieurs reprises notre prestataire EUROFEU Services pour réaliser la vérification rapidement de la colonne sèche. Notre prestataire nous indique que cette vérification doit être réalisée en dehors des périodes de gel. Vous trouverez ci-joint l'engagement de notre prestataire pour réaliser cette vérification. Lorsque la vérification sera réalisée nous vous enverrons par courriel le rapport. »

Ce rapport n'a pas été communiqué à l'inspection.

Constat du 14 mars 2025 :

L'exploitant a présenté le rapport référencé n°104283911-1 du 18 septembre 2024, relatif à la vérification des colonnes sèches du site AGRI Négoce de Herbault, réalisée par la société EUROFEU Solutions Agence de Châteauroux, en date du 18 septembre 2024. Ce rapport statue sur le bon état et les essais satisfaisants des colonnes sèches précitées.

Pas d'écart constaté.

Dans ce contexte, la non-conformité associée au PdC n°8 de l'inspection du 8 décembre 2022 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maintien du silo A_PdC1_VI_08-12-2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2001, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Généralités

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations sont implantées et exploitées conformément au dossier accompagnant la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification des installations ou de leur mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du préfet, avant leur réalisation.

Les cellules C1, C2, C5, C6 et E1 à E7 ne sont pas exploitées pour des activités relevant de la rubrique 2160.

Les cellules C1 et C6 sont démantelées. Les cellules C2 et C5 sont soit totalement isolées physiquement des cellules exploitées en prévision d'une éventuelle remise en service ultérieure, soit démantelées.

Vérification du démantèlement ou de l'isolation physique des cellules du silo A dont l'exploitation aux fins de stockage est interdite.

Constats :

Constat du 8 décembre 2022 :

Il a été constaté la mise en place de grilles ouvertes sur l'extérieur, en partie basse des cellules dont l'exploitation est interdite. Cette mesure limite la possibilité physique de stocker du grain dans ces dernières, mais elle favorise aussi leur ventilation ainsi que le brassage de poussières.

Les cellules du silo A dont l'exploitation aux fins de stockage de céréales est interdite ne sont ni démantelées, ni physiquement isolées des cellules en exploitation.

Les boisseaux Z7 et 8 implantés à l'extrémité du silo A (en limite de propriété) et la manutention associée sont exploités.

Un transporteur à chaîne traverse le ciel des cellules dont l'exploitation est interdite.

La non-conformité associée au Point de Contrôle n°1 suivante a été formulée à la suite de l'inspection du 8 décembre 2022 : **En l'absence de demande de modification des prescriptions en vigueur, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001, puisqu'il n'a pas démantelé les cellules C1, C2, C5 et C6 du silo A.**

En réponse au constat rappelé ci-avant, par courrier du 21 mars 2023, l'exploitant a sollicité, auprès de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher, un aménagement des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001.

À cette demande, il a joint le complément à son étude de dangers relatif à l'étude des découplages et des scénarii d'explosion résiduels réalisé en novembre 2019, en réponse à l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 41-2019-05-16-001 du 16 mai 2019.

Constat du 14 mars 2025 :

Comme mentionné supra, la mise en place de grilles ouvertes sur l'extérieur, en partie basse des cellules dont l'exploitation est interdite, limite la possibilité physique de stocker du grain dans ces dernières.

L'isolement des cellules C7 et C8 vis-à-vis des cellules C1, C2, C5, C6 du silo A est assuré par un cantonnement de poussière. La visite in-situ de la galerie sur cellules du silo A a permis de constater que ce cantonnement de poussière n'est pas correctement assuré puisque la partie supérieure de ce cantonnement réalisé par une bâche n'est pas étanche ; un passage d'environ 30 cm est laissé libre.

Il a été observé un transfert des poussières en présence excessive dans le ciel des cellules C7 et C8 du silo A, vers les cellules C1, C2, C5, C6 de ce même silo, en parties basses, comme au niveau de la charpente et la couverture. La présence de céréales liée à une fuite au niveau du transporteur qui alimente les boisseaux Z 7 et 8 a également été observée. D'autre part, aucune opération de nettoyage n'est réalisée dans la partie du silo A dont l'exploitation est interdite.

Dans ce contexte, la non-conformité associée au PdC n°1 de l'inspection du 8 décembre 2022 est reconduite, avec le libellé suivant : **Les cellules C1, C2, C5, C6 du silo A ne sont pas correctement isolées des cellules C7 et C8. Il a été constaté une présence excessive de poussières en ciel des cellules C7 et C8 qui se propage dans le ciel des cellules et en pied des cellules C1, C2, C5, C6. En l'absence d'adoption de mesures compensatoires complémentaires, il ne sera pas donné une suite favorable à la demande d'aménagement des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001 sollicitée par courrier du 21 mars 2023.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Mise à jour de l'Etude De Dangers (EDD)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2019, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection - Découplages/événements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à une mise à jour de l'étude de dangers de 2006 et de la note technique établie par SOCOTEC le 23 février 2015 et portant sur le découplage et l'éventage de la tour de manutention du silo B.</p> <p>Cette étude identifie pour les silos A et B les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions de la tour de manutention du silo B vers les différents volumes du silo B, ainsi qu'entre les différents volumes des silos A et B.</p> <p>Elle présente de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires pour respecter cette disposition, ainsi que les éventuels travaux à réaliser pour mettre les installations en conformité avec ces préconisations. L'étude identifie également les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion primaire dans chacun des volumes découplés des silos A et B, ainsi que de la tour de manutention du silo B.</p> <p>Elle précise les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires pour respecter cette disposition, ainsi que les éventuels travaux à réaliser pour mettre les installations en conformité avec ces préconisations. Une évaluation des zones d'effets d'une explosion se produisant dans chacun des volumes découplés est jointe à cette étude.</p> <p>Elle intègre également les boisseaux Z7 situés à l'extrémité du silo A, en bordure de la rue Charles Dodun. Les résultats de cette évaluation sont représentés sur une cartographie faisant notamment apparaître les tiers et les voies de communication proches du site, dans un rayon de 100 m à partir des parois du silo A.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les conclusions des compléments à l'EDD apportés le 21 mars 2023, en réponse à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> entre la tour du silo B et le ciel de cellules de ce même silo, le découplage doit être renforcé par l'ajout d'une lisse de type IPE 80, à 2 m de hauteur et le bardage existant doit être remplacé par un bardage plus résistant. La porte de conception classique, s'ouvrant dans le sens cellules/tour est également à remplacer ; entre la tour du silo B et l'espace sous-cellules de ce même silo, la tenue du découplage existant n'est pas suffisante. Néanmoins, le renforcement de ce dernier est jugé inutile en regard des effets générés ; silo A vers silo B : le découplage est satisfaisant ; s'agissant des scénarii d'explosion de la tour B et de l'espace sous cellules ne génèrent pas d'effets irréversibles et les effets indirects restent contenus dans les limites de propriété ; le scénario d'explosion des boisseaux Z7 et 8 donne des effets irréversibles qui sortent des limites de propriété, et impactent légèrement la route au Nord du site (rue Charles Dodun). Ce phénomène présente néanmoins un risque qualifié d'acceptable selon les critères de la circulaire du 10 mai 2010. <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de protection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2019, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Découplage entre la tour et les parties basse et supérieure du silo B

Prescription contrôlée :

Les éventuels travaux de mise en conformité identifiés par les études prescrites à l'article 2 du présent arrêté sont réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la remise de la notification du présent arrêté.

Constats :

Conformément aux conclusions des compléments à l'EDD apportés le 21 mars 2023, en réponse à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2019, l'exploitant a :

- remplacé le bardage existant entre la tour de manutention du silo B et le ciel de cellules de ce même silo, par un bardage plus résistant ;
- remplacé la porte existante, de conception classique et s'ouvrant dans le sens cellules/tour, par une porte métallique de résistance supérieure à 100 mbar et s'ouvrant dans le sens tour/cellules
- renforcé le nouveau découplage décrit ci-avant par des lisses métalliques, de type IPE 80, réparties sur toute la hauteur de la paroi de découplage mise en place entre la tour de manutention du silo B et le ciel de cellules de ce même silo.

Le renfort mis en place entre la tour de manutention du silo B et l'espace sous-cellules de ce même silo, ne modifie pas la tenue du découplage existant.

Pour mémoire, ce renforcement a été jugé inutile en regard des effets générés.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur

de celles-ci.
Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le plan des zones à risques inclus dans le plan d'intervention et de gestion des situations d'urgence du site, baptisé plan « ETARE », daté de mai 2018. Il a déclaré que ce plan est en cours d'actualisation, en collaboration avec le SDIS 41.</p> <p>Ce plan permet de localiser les différentes installations du site et signale les risques associés à chaque installation par des pictogrammes de dangers.</p> <p>Les zones ATEX et les zones présentant un risque d'incendie sont identifiées sur ce plan.</p> <p>La visite des silos A et B, a permis à l'inspecteur de constater la présence d'une signalisation rappelant les zones ATEX, ainsi que l'interdiction de fumer.</p> <p>D'autre part, l'exploitant dispose de consignes mises en place sur l'ensemble des sites du groupe coopératif AXEREAL incluant notamment les consignes incendie, d'urgences, de nettoyage, de délivrance des permis feu, etc...</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi des consignes d'exploitation et de sécurité pour l'ensemble des sites du groupe coopératif AXEREAL.</p> <p>Ces consignes sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, sur le site AGRI Négoce de Herbault, et tenues à la disposition de l'ensemble du personnel sur l'Intranet de la société.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
<p>Constats :</p> <p>Selon les consignes en vigueur sur le site, tous travaux de soudure, de meulage ou de découpage, mais aussi travaux de modification des installations électriques pouvant générer un court-circuit doit conduire à la délivrance d'un permis de feu.</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion telles que dans les silos A et B, est affichée à l'entrée du bâtiment qui abrite l'installation.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le formulaire mis à la disposition des personnels du site rappelle qu'il doit être utilisé pour chaque intervention (travaux d'entretien ou travaux neufs) susceptible de générer un point chaud pouvant être à l'origine d'un incendie ou bien d'une explosion de poussières ou de gaz.</p> <p>Ce formulaire encadre toutes les interventions dans les installations (silos, magasins d'engrais, magasins de stockage de produits phytopharmaceutiques, en extérieur ou intérieur...) susceptibles de créer un point chaud, du fait de l'utilisation de matériels à risque : chalumeau, meuleuse, engin thermique...</p> <p>Le permis de feu décrit une seule zone de travail et une seule tâche. Un nouveau document doit être rédigé à chaque évolution des conditions initiales.</p> <p>Les travaux par points sur des cellules pleines sont interdits sauf autorisation spécifique écrite de la direction technique.</p> <p>Un permis de feu peut-être délivré pour une durée maximum de 6 jours consécutifs, selon</p>

<p>l'ouverture du site.</p> <p>Les permis de feu et autorisation de travaux, d'accès peuvent être délivrés par le responsable du site, le responsable d'exploitation des installations ou son représentant désigné, qui accorde, sous sa responsabilité, l'autorisation d'effectuer les travaux par point chaud (soudures, meulage, etc), après avoir procédé à l'examen des lieux, en compagnie des intervenants, afin de vérifier que toutes les mesures de prévention et protection nécessaires ont été prises. Suite à cette visite, le formulaire de permis de feu est renseigné.</p> <p>À l'issue de l'intervention, ou chaque jour à la fin des travaux une ronde doit être effectuée.</p> <p>Tous les travaux exécutés par des prestataires extérieurs font l'objet d'un plan de prévention.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation ne dispose pas d'un plan d'opération interne.</p> <p>Pour autant, tous les travaux exécutés par des prestataires extérieurs font l'objet d'un plan de prévention.</p> <p>Un plan de prévention annuel est établi au profit de l'ensemble des sous-traitants qui interviennent régulièrement sur les sites AXEREAAL.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi

<p>que la définition de leurs conditions d'entretien ;</p> <p>3. Les instructions à donner aux travailleurs ;</p> <p>4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</p> <p>5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consultation des plans de prévention associés aux permis de travaux examinés n'appellent pas d'observation.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle par sondage a porté sur le permis feu délivré le 12 février 2025, pour des travaux de soudage et meulage au niveau de la chambre à poussières et réalisés en interne.</p> <p>Les renseignements portés sur ce permis sont notablement incomplets. Ce permis ne fait pas mention des mesures de prévention et de protection à adopter, en regard de la présence de poussières organiques, ni de la mise à l'arrêt et de la consignation des installations afin de s'assurer de l'absence de production de poussières.</p> <p>Le permis feu délivré le 12 février 2025 pour des travaux de soudage et meulage au niveau de la chambre à poussières ne fait pas mention des mesures de prévention et de protection à adopter, en regard de la présence de poussières organiques, ni de la mise à l'arrêt et de la consignation des installations afin de s'assurer de l'absence de production de poussières durant l'opération de maintenance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°12.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]</p> <p>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consultation des plans de prévention associés aux permis de travaux examinés n'appellent pas d'observation.</p> <p>Les sous-traitants concernés par ces travaux disposent d'un plan de prévention au titre de l'année en cours.</p> <p>De plus, les sous-traitants du groupe coopératif AXEREAL ont l'obligation de participer aux modules de formations internes sur les risques métiers, présentés par les activités de ce même groupe coopératif.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>

Constats : Une formation auprès de l'ensemble des personnels du site a été diffusée in-situ le 5 août 2024. Le responsable du site a déclaré ne pas avoir suivi cette formation. Le responsable du site n'a pas suivi la formation interne relative à l'établissement des permis de feu diffusée in-situ le 5 août 2024, auprès de l'ensemble des personnels du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°14.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : Le contrôle par sondage a porté sur le permis feu délivré le 12 février 2025, pour des travaux de soudage et meulage au niveau de la chambre à poussières et réalisés en interne. Ce permis ne fait pas mention de la réception à réaliser à l'issue des travaux par l'exploitant, avant la remise en service de l'installation et la reprise de l'activité. L'heure de la fin de ces travaux n'est pas mentionnée sur le permis précité. Le permis feu délivré le 12 février 2025 pour des travaux de soudage et meulage au niveau de la chambre à poussières ne fait pas état d'une vérification à l'issue des travaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°15.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Fonctionnement_Séchoir

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>En période de fonctionnement, les opérations de séchage sont réalisées en présence permanente d'un personnel formé à la conduite des installations.</p> <p>Une formation interne est diffusée avant chaque campagne, avec un rappel des procédures de conduite et de sécurité en vigueur au sein du groupe coopératif AXEREAL.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Mesures organisationnelles

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage avant séchage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir.</p> <p>Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminés par un émotteur - épurateur et, si nécessaire, par un nettoyeur - séparateur d'une capacité de traitement adaptée à la capacité de séchage.</p> <p>Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans le séchoir.</p>
<p>Constats :</p> <p>Interviewé sur les mesures adoptées sur le site de Herbault, l'exploitant a déclaré qu'il ne procède pas, préalablement au séchage des grains, à un nettoyage afin d'éliminer les rafles, feuilles, débris, végétaux, via un émotteur - épurateur.</p> <p>Aucune opération de nettoyage n'est réalisée avant le séchage des grains.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°17.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 18 : Mise en marche des séchoirs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des séchoirs</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en route des séchoirs, il doit être procédé à un nettoyage soigné des colonnes sèches et de leurs accessoires (systèmes de dépoussiérages, parois chaudes ...).</p> <p>Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher.</p> <p>Les colonnes de séchage sont totalement vidangées après tout arrêt supérieur à 12 h</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre de suivi du nettoyage des installations fait état d'une opération de nettoyage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • intérieur du séchoir en date du 27 mai 2024 ; • intérieur et extérieur du séchoir et des trois cellules de grains humides les 8, 12 et 13 novembre 2024. <p>Les éventuelles opérations de nettoyage réalisées durant la campagne de séchage ne sont pas enregistrées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°18.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 19 : Dispositifs de sécurité_Séchoirs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt alimentation gaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les séchoirs sont équipés de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles que pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, manque d'air au brûleur, absence de flamme, ..</p>
<p>Constats :</p> <p>Toute variation de la pression du gaz (baisse, comme augmentation), manque d'air ou absence de flamme, entraîne la mise à l'arrêt du brûleur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Equipements de sécurité

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Température air</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les séchoirs sont munis d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits.</p> <p>Le contrôle doit porter au minimum sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sècheuse et dans la colonne).</p> <p>Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie une alarme sonore doit se déclencher.</p> <p>La température des produits en cours de séchage est contrôlée périodiquement et toute élévation anormale de celle-ci devra être signalée au tableau de commande</p>
<p>Constats :</p> <p>La détection d'une montée en température anormale dans la masse de grains en cours de séchage est réalisée au moyen de 7 sondes de températures placées dans les caissons de sortie d'air usé.</p> <p>Ces sondes ne sont pas associées à des seuils d'alarme commandant une alerte (1^{er} seuil d'alarme) et l'arrêt du séchoir (2^{ème} seuil d'alarme) : arrêt des brûleurs, des ventilateurs, fermeture des volets.</p> <p>Elles ne sont pas réparties et disposées en quantité suffisante (2 sondes pour 15 m² environ de surface verticale de la colonne de séchage du séchoir SOCOA).</p> <p>Pour mémoire, le guide de l'état de l'art préconise 1 sonde pour 4 m² de surface verticale de la colonne sècheuse.</p> <p>Le défaut de fonctionnement d'une sonde entraîne la mise à l'arrêt du brûleur.</p> <p>Les dysfonctionnements sont signalés par une alarme visuelle (voyant rouge) au tableau de commande de l'installation. L'alarme sonore au poste de commande n'est pas associée aux dysfonctionnements précités. Sans présence permanente au poste, cette configuration n'est pas acceptable.</p> <p>Le séchoir SOCOA ne comporte que 2 sondes pour 15 m² environ de surface verticale de sa colonne sècheuse. Le déclenchement de l'alarme sonore n'est pas associée à une montée en température anormale dans la masse de grains, en cours de séchage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°19.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 21 : Fonctionnement brûleurs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement des brûleurs des séchoirs doit automatiquement être arrêté en cas de dépassement des températures programmées.</p>

Constats : En cas de dépassement de 0,1° C de la température programmée, le fonctionnement des brûleurs est automatiquement mis à l'arrêt. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Alimentation grain

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Niveau de grain
Prescription contrôlée : Les séchoirs sont équipés de détecteurs de niveau de grain. Le bon fonctionnement de l'extraction des grains et de la rotation de la turbine de ventilation sont contrôlés en permanence. Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage.
Constats : Le séchoir SOCOA est équipé de détecteurs de niveaux bas et haut de grains. Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage, ou de défaut de niveau de grains. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Gestion des points chauds_ Séchoirs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Vidange rapide
Prescription contrôlée : Le grain présent dans la colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté, vers une aire ou un stockage permettant l'extinction
Constats : Le grain présent dans la colonne de séchage du séchoir SECOA peut être évacué en cas d'incendie ou d'échauffement anormal à l'aide d'une trappe de vidange rapide. Toutefois, l'aire de stockage de ces grains est située au droit du séchoir, dans la tour de manutention du silo, rendant plus difficile l'évacuation des grains et leur extinction. À noter, ce séchoir dispose d'une rampe d'aspersion raccordée à une colonne sèche. Sa mise en œuvre nécessite la présence des pompiers. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Nettoyage des silos

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2007, article 3.14
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de nettoyage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50g/m². Des dispositifs permettant le contrôle de l'empoussièrement sont mis en place. Des témoins sur le sol (croix peintes, ...) pourront servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p> <p>Les zones du silo dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones doit être justifié par l'exploitant.</p> <p>Concernant le silo A, des mesures sont prises afin de limiter l'empoussièrement des cellules condamnées.</p> <p>Ces cellules doivent être séparées physiquement des cellules en exploitation ou être nettoyées régulièrement afin d'éviter l'aggravation d'un accident par la mise en suspension des poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite in-situ des silos A et B a permis de constater une présence excessive de poussières dans la quasi totalité des volumes visités.</p> <p>Selon l'enregistrement des opérations de nettoyage réalisées au sein des installations de stockage de céréales, la dernière opération de nettoyage des silos A et B a été réalisée les 21, 24 et 27 mai 2024.</p> <p>Ainsi, l'exploitant ne respecte pas les consignes du groupe coopératif AXEREA qui fixe à une fréquence a minima trimestrielle la réalisation du nettoyage de l'ensemble des volumes qui composent ces silos.</p> <p>Les mesures adoptées afin de limiter l'empoussièrement des cellules condamnées du silo A ne sont pas satisfaisantes et ces cellules ne sont pas nettoyées régulièrement afin d'éviter l'aggravation d'un accident par la mise en suspension des poussières.</p> <p>D'autre part, les rondes hebdomadaires prévues dans les consignes internes, sensées déceler toute anomalie, ne déclenchent pas le nettoyage des volumes empoussiérés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°24.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois